

ter que je ne suis pas aussi certain de l'efficacité du remède que l'on propose, car on ne pourrait l'employer que lorsque la majorité des Communes serait assez vaste pour noyer la majorité du Sénat, se prononçant contre le gouvernement. Dans ce cas, on propose de ramener la mesure devant les Communes, si on le juge opportun, et, sans conférence, sans discussion, de prendre le vote conjoint des deux Chambres. Les membres des deux Chambres s'étant prononcés sur la question en litige, plusieurs, en faisant des discours, et tous par leur vote, ne changeraient probablement pas leur opinion, même s'il y avait conférence. Le plan que l'on propose n'est que la prise des votes. Dans ce cas, le Sénat ne serait d'aucune utilité, et il me semble logique qu'il combatte la réforme projetée.

Mais si c'est le meilleur remède qu'inspire l'état de choses anormal qui existe aujourd'hui, on est tenté de l'accepter. Il me semble, cependant, que nous devrions faire un pas de plus et décréter non seulement un vote conjoint, mais aussi que, dans le cas où la question en litige intéresserait particulièrement une province, la majorité des votes émis devra comprendre la majorité des députés et sénateurs de cette province. Quoi qu'il en soit c'est là une matière à étudier.

Le grand refrain de l'opposition, c'est que le gouvernement n'a pas exécuté ses promesses et a été inconséquent. Supposons pour un moment que le gouvernement n'ait pas répondu à tous les besoins de ce vaste pays, et n'ait pu remplir à la lettre tous les engagements qu'il avait pris, le pays l'excusera, je crois, s'il a fait de son mieux dans les circonstances où il s'est trouvé. En examinant cette question, il y a deux choses qu'il ne faut pas perdre de vue. D'abord il faut savoir si nous comprenons bien les promesses qui ont été faites. Je ne pense pas que quelqu'un ait compris que nous étions pour avoir immédiatement le libre-échange dans ce pays. Je ne crois pas que ce fût là l'attente de la majorité du peuple.

En remaniant le tarif, en 1897, nous avons vu des députations, conduites par les honorables membres de la gauche venir donner des conseils au gouvernement. L'administration a si bien tout arrangé que le pays est prospère, et je pense que personne ne se plaindra si le gouvernement n'a pas rempli à la lettre toutes ses promesses, car il avait une tâche assez difficile en gouvernant le pays. Arrivé au pouvoir en 1896, avec un Sénat hostile, et tous les départements remplis d'adversaires, son administration se trouvait entravée, et les ministres seuls connaissent toutes les difficultés qu'il a fallu surmonter. Ayant à résoudre une foule de questions difficiles dans un pays qui se développe rapidement, le gouvernement mérite nos félicitations sur le succès qui a couronné ses efforts.

Ainsi que l'a fait observer l'honorable ministre du Commerce (sir Richard Cart-

M. BRITTON.

wright), dans le cas du gouvernement actuel, comme dans beaucoup d'autres, de nouvelles circonstances créent de nouveaux devoirs, et l'administration actuelle s'est montrée à la hauteur de la situation qui lui était faite et a rempli ses nouveaux devoirs à la satisfaction de la majorité du peuple.

M. MOORE : Avant la clôture de ce débat, je veux faire quelques observations sur quelques-uns des sujets mentionnés dans le discours du trône. C'est un plaisir pour les membres de la gauche qui ne se laissent pas guider par l'esprit de parti,—et nous savons qu'ils sont tous ainsi—de pouvoir se rencontrer sur un terrain commun avec les honorables membres de la droite.

Je suis heureux de constater que nous sommes tous d'accord sur le paragraphe qui, dans le discours du trône, a trait à la prospérité du pays. Les observations faites à ce sujet par l'honorable préopinant (M. Britton) m'ont quelque peu amusé. L'honorable député dit que la gauche nierait la prospérité du pays. Il nous mesurait sans doute à l'aune de son parti, car, sous l'administration conservatrice, lorsque le Canada était prospère, les libéraux criaient sur tous les toits, d'un bout à l'autre du pays, que nous étions dans la misère noire. C'est sans doute la conduite peu patriotique qu'ils ont tenue par le passé qui leur faisait croire que nous allions les imiter ; mais je suis heureux de constater que la gauche et la droite se réjouissent ensemble de la prospérité du pays.

Nous pouvons, cependant, différer sur la cause de cette prospérité. Les honorables membres de la gauche, le gouvernement et ses partisans disent qu'il faut rechercher la cause de cette prospérité dans leur politique et leur habile administration. Ils prétendent avoir fait des réformes qui ont amené dans ce pays la prospérité et l'heureux état de choses dont nous jouissons. L'honorable chef de l'opposition a défié le premier ministre de nous citer un seul cas où le gouvernement aurait contribué à la prospérité dont nous félicite le représentant de notre auguste Souveraine. Ce défi a retenti dans tous le pays et pas un ministre, pas un partisan du gouvernement ne l'a relevé.

Nous prétendons que le gouvernement s'arrogue une influence à laquelle il n'a aucun droit. Si nous vivions au même temps et si les mêmes châtiments étaient infligés aujourd'hui à ceux qui se vantent de posséder une vertu surnaturelle, les membres du gouvernement actuel subirait le sort de Nabuchodonosor qui prétendait que la grande ville de Babylone, alors le grand centre de la civilisation, était l'œuvre de ses mains. Vous savez comment il fut puni, ce roi orgueilleux alla paître l'herbe des champs. Si le même châtiment frappait les ministres qui se sont rendus coupables de la même